

Concours d'essai 2021

L'interventionnisme étatique

JÉRÉMIE BONGIOVANNI



« Toutes les fois que les gouvernements prétendent faire nos affaires, ils les font plus mal et plus dispendieusement que nous. » Benjamin Constant (1767-1830)

Introduction

Ma naissance aux aurores du siècle promettait à mes parents que leur fils vivrait dans un monde sûr, libre et prospère. Cependant, tout ne se passa pas exactement comme prévu. Entre-temps, les émissions de gaz à effet de serre augmentèrent de plus de moitié. Puis, dans mon adolescence, mes géniteurs virent vaciller la prospérité à laquelle ma génération était promise – nous y reviendrons. Tout cela étant passé, nous eûmes l'orgueil d'espérer en un futur plus radieux. Mal nous en prit. C'était sans compter le rhume qu'attrapa le monde entier après que la Chine eut éternué. Nous commençâmes alors nos vies d'adultes confinés. Tous ces maux qui cadencèrent nos vies, nous obligent ainsi à réfléchir à la manière d'affronter les embûches qui entraveront notre chemin à l'avenir. Dans une époque qui semble avoir fait de l'État son sauveur en toutes circonstances, sorte de syndrome de Stockholm incurable, existe-t-il une alternative crédible ? La citation de Benjamin Constant semble l'affirmer et voir une solution alternative dans l'être humain, ce « nous ».

Cet essai commence par s'intéresser à la crise financière de 2008. Nous verrons comment l'État agit de telle sorte qu'il fit les choses moins bien que s'il en eut laissé le soin aux individus, auxquels tout cela coûta finalement plus cher. Dans un second temps, nous nous interrogerons sur les causes de cette incapacité définitive de l'État à éteindre les maux qu'il prétend pourtant résoudre.

Comment le gouvernement fait-il le mal ?

Nous voulons analyser de quelle manière le gouvernement agit pour le mal. L'exemple choisi ici, les causes de la crise financière de 2008, est aussi peu controversé dans l'opinion publique, qu'important pour notre époque. La doxa veut que l'avidité du monde financier soit la cause de la crise et des graves conséquences économiques qui en résultèrent. Cependant, cette regrettable vision demande réparation. Le rôle de l'État dans cette crise, bien documenté¹, doit être rappelé à notre souvenir. Je ne m'essoufflerai pas à nier l'avidité humaine qu'il faut considérer comme une constante. C'est l'intervention de l'État, comme variable, qui m'intéresse. Elle se

¹ Voir en particulier Jean TIROLE, *Économie du bien commun*, Presses universitaires de France, 2016, p. 435 ss. ; John TAYLOR, *Getting Off Track: How Government Actions and Interventions Caused, Prolonged, and Worsened the Financial Crisis*, Hoover Press, 2009, passim.

manifesta principalement sous la forme d'une politique du logement et d'une politique monétaire très volontariste.

Tout commença en 1994, lorsque le gouvernement américain annonça la *National Ownership Strategy*, un programme étatique visant à faciliter l'accès à la propriété, en particulier dans les milieux défavorisés. Pour ce faire, il confia au Département du logement le soin de collaborer avec l'industrie bancaire dans le but de développer divers produits financiers, facilitant ainsi l'octroi de crédits hypothécaires aux ménages les plus démunis. De plus, les agences semi-publiques Freddie Mac et Fannie Mae, furent obligées d'octroyer un financement minimal à ces mêmes ménages dans le cadre d'un emprunt. L'acquisition immobilière fut également subventionnée fiscalement grâce à une généreuse déductibilité des intérêts sur les emprunts immobiliers. Avec cet arsenal de mesures, on assista à une baisse généralisée des critères d'obtention du crédit.

A cette politique du logement agressive s'ajouta la politique monétaire expansionniste de la Banque centrale américaine. Avec un taux d'intérêt au plancher, l'objectif affiché des pouvoirs publics était de combattre la peur et la dépréciation de la demande à la suite des attentats du 11 septembre 2001. Cette politique qui rendit l'argent pour ainsi dire gratuit, gava l'économie de liquidités. Cela permit à des ménages à faibles revenus – les fameux *subprimes* – de contracter des prêts immobiliers alors qu'ils n'en avaient pas les moyens. Ces taux d'intérêts artificiellement bas ont communiqué à tous les acteurs de la chaîne, des banques aux emprunteurs, des informations erronées sur les ressources à disposition. Il n'y avait évidemment pas plus de richesses créées en parallèle de cette émission de liquidités. Des prêts accordés à des emprunteurs aux revenus trop faibles pour payer leur capital ne peuvent qu'engendrer des pertes. Tout alla de sorte que cela se vérifia.

Par conséquent, sans l'aide complice du gouvernement, sa politique du logement agressive, sa baisse artificielle du coût de l'argent, les « avides banquiers » n'auraient jamais pu, ni voulu, prêter à ces pauvres gens, dont ils firent des gens pauvres. Nous l'avons dit, la cupidité des banquiers est une constante. Comme un corps solide tombe, l'humain est avide – c'est une loi naturelle et immuable. Dire que les banquiers ont causé la crise équivaut à dire que c'est la force gravitationnelle qui est responsable de la blessure d'une personne qu'on pousse dans le vide. Or, c'est évidemment celui qui pousse qui est responsable. De la même manière, c'est celui qui livre une population insolvable à des banquiers mus par l'appât du gain², et non pas les banquiers, qui les ruine. C'est bien la variable qui induit le résultat et non pas la constante. Par conséquent, il apparaît que les politiques du gouvernement et de la Banque centrale ont favorisé l'endettement irraisonnable et la ruine des ménages américains. Dans ce cas, comme l'annonçait Benjamin Constant, les méfaits de l'interventionnisme étatique se vérifient.

² Je parle ici du « banquier mû par l'appât du gain » mais l'humble lecteur y reconnaîtra la nature humaine qu'il porte dans sa chair.

Pourquoi le gouvernement fait-il le mal ?

Nous l'avons vu, démontrer que le gouvernement fait le mal dans ses actions est chose plutôt aisée. En revanche, en comprendre les raisons est une entreprise plus ardue. Naturellement, l'État n'a jamais voulu engendrer la crise financière. Mais aidé d'une baguette magique et de quelques boutons qui semblaient pourtant simples à bidouiller, le pouvoir s'est laissé aller à l'ivresse. Croyant pouvoir diriger l'économie selon ce qui lui semblait bon pour les individus³ – une noble cause dira-t-on – il a engendré un monstre. Voilà le drame de tous les apprentis sorciers. Ainsi, les lignes qui suivent s'astreindront à comprendre *pourquoi* l'intervention de l'État est condamnée à l'échec, indépendamment de ses intentions. Cela s'explique d'abord par ses *limites cognitives* puis par ses *limites morales*.

1. Les limites cognitives de l'État

Ce que nous avons observé dans le cas de la crise de 2008 c'est l'ambition, si ce n'est l'orgueil, de l'État de diriger l'économie comme il le souhaite. Dans ce cas, il tenta d'activer différents leviers afin d'atteindre l'objectif qu'il s'était fixé : augmenter le nombre de propriétaires immobiliers. La raison de son échec vient notamment de son incapacité à savoir si les ménages auront assez d'argent pour payer les intérêts et rembourser les prêts – ce qu'il prétendit en les encourageant à s'endetter pour acheter une maison, et de son incapacité à connaître le véritable prix de l'argent – ce qu'il tenta de faire en abaissant le taux directeur de la Banque centrale. Le problème est donc son *ignorance*. Il est incapable de connaître les prix justes, les quantités d'épargne et les intentions subjectives des individus. Partant, il envoie de mauvais signaux aux acteurs, causant le *déséquilibre* du système, comme lors de la crise.

Comment alors atteindre un *équilibre* dans l'organisation des interactions entre les individus ? Nous ne faisons pas de l'équilibre une hypothèse, mais un objet d'étude. Nous tentons de comprendre pourquoi des individus libres, sans intervention de l'État, peuvent conduire à une organisation juste et efficace. Nous avons constaté que l'État pêche par ignorance. Il s'agira donc d'établir une sorte de *physiologie du savoir*, afin de comprendre où se trouve ce dernier et comment il peut être mobilisé. Car pour qu'une organisation sociale et économique fonctionne, des décisions doivent être prises, constamment. Celles-ci reposent sur des informations qui, transformées en savoir, permettent de décider.

Ce qui caractérise le savoir, c'est son caractère *diffus*. Il est réparti dans tous les individus – de manière inégale, je vous l'accorde – et il n'est pas possible de le trouver à un seul endroit, en une seule personne⁴. Pourtant, l'étude empirique de la vie humaine laisse à observer le phénomène suivant : les actions humaines tendent à s'équilibrer. Prenons l'exemple de la construction d'une maison. D'un côté, les différents membres d'un consortium mettent à disposition les ressources nécessaires afin

³ Dans sa présentation de la *National Ownership Strategy* Bill Clinton décrit le fait d'être propriétaire comme un symbole du rêve américain, (URL : https://globalurban.org/National_Homeownership_Strategy.pdf [consulté le 30 octobre 2021]).

⁴ Voir à ce sujet Friedrich A. HAYEK qui parle de « Wissensteilung ». Viktor VANKBERG (éditeur), *Wirtschaftstheorie und Wissen: Aufsätze zur Erkenntnis- und Wissenschaftslehre*, Mohr Siebeck, 2007, p. 153.

que cette maison puisse être construite dans les temps pour une somme raisonnable. D'un autre côté, une personne économise pendant plusieurs années pour pouvoir acheter cette maison qui lui apportera satisfaction et permettra aux membres du consortium d'être rémunérés pour leur travail et les ressources mises à disposition. Il en va de même pour vos achats de nourriture quotidiens qui vous permettent de vous nourrir grâce au salaire que vous verse votre employeur pour les services que vous rendez, en son nom, à des personnes tierces. Nous devons donc nous demander comment il se peut que toutes ces actions, indépendantes les unes des autres, *se coordonnent* de telle manière qu'elles conduisent à un état, où les intentions individuelles se correspondent.

Le marché, avec le *système de prix* qui lui est inhérent, est le mécanisme qui permet cette coordination de l'information. Un prix communique de nombreuses informations à l'individu qui devrait sinon se les procurer soi-même. Dans l'exemple de la maison, le prix proposé par le consortium reflète la valeur de l'ensemble des ressources utilisées. Il serait presque impossible pour l'acheteur de réunir toutes ces informations lui-même. Seule une personne omnisciente pourrait atteindre le même résultat que celui des libres échanges entre les individus. C'est exactement ce rôle que l'Etat espère jouer. L'impossibilité de la tâche qu'il s'impose est alors évidente. Ses limites cognitives – qui ne correspondent qu'à la somme de celles de quelques centaines ou milliers d'humains – le condamnent à l'incapacité d'en savoir assez pour diriger les vies et les intentions subjectives des individus.

A la lumière de ceci, comment interpréter ce « *nous* » dont Benjamin Constant parle ? Au singulier, il exprime l'individu, unique personne capable de connaître ses envies subjectives, donc plus à même que le gouvernement de décider. Au pluriel, il décrit l'ensemble des interactions libres entre les individus qui échangent et rassemblent du savoir, mieux que l'État ne pourra jamais le faire. C'est cette aventure collective qui permet le progrès et les solutions – ce qu'on appelle d'un terme barbare « le marché ». Voilà les deux dimensions de ce « *nous* ».

2. Les limites morales de l'État

Cependant, l'énoncé de Constant se heurte rapidement à l'observation répandue, selon laquelle l'être humain est trop imprégné de vices et de déraison pour ambitionner d'agir pour le bien. L'utopie libérale d'individus soudainement inspirés qui mènerait à une harmonie spontanée – comme décrite ci-dessus – ne serait qu'un mythe, niant la nature humaine. Je crois en effet que l'idéalisation de l'être humain est une erreur. Mais je crois aussi qu'elle n'est pas le socle de la pensée libérale. Au contraire, cette dernière résulte, selon moi, d'une méfiance – consciente ou inconsciente – face au vice immanent de l'être humain, *déchu*.

Ceux qui s'opposent ainsi à Constant accordent souvent à l'État des qualités supérieures pour décider du bon et du juste. Cependant, l'impossibilité pour celui-ci d'agir *mieux que les individus* demeure dans son essence même. C'est que lui-même se réduit à une somme... d'hommes et de femmes, des êtres de chair et de sang. L'État aussi, est déchu. Il est donc tout aussi sujet aux vices qui gangrènent l'espèce

humaine, ceux-là même qui logent chez les banquiers de Wall Street. C'est ainsi que dans ce qu'il nomme *l'intérêt général* – comme celui d'avoir plus de propriétaires immobiliers – il laisse subtilement, et même peut-être inconsciemment, glisser le premier des vices, l'égoïsme – une réélection par exemple. Laisser intervenir l'État c'est exposer *l'ensemble de notre société* aux faiblesses humaines qu'il porte en son sein. Au contraire, sans son intervention, l'effet des erreurs humaines – elles-mêmes conséquences d'un déficit de savoir – est limité puisqu'elles sont rapidement corrigées par le savoir complémentaire d'autrui. Enfin, considérer que l'État peut mieux s'occuper de nos affaires que nous-mêmes, n'est rien d'autre que considérer que d'autres individus peuvent le faire. On s'attend à une figure divine, capable de séparer le bon grain de l'ivraie. Il n'en est rien.

Conclusion et esquisse de la quête libérale

Nous avons vu de quelle manière le gouvernement fait le mal, en intervenant dans la vie et l'organisation des individus – comme lors des années précédant la crise de 2008. Par la suite, nous avons analysé pourquoi le gouvernement ne peut faire les choses que moins bien et de manière plus coûteuse que les individus eux-mêmes. Si le gouvernement fait le mal, sous nos latitudes démocratiques du moins, c'est le plus souvent malgré lui. Il n'est que la victime de ses propres limites. L'œillade de crainte ou de respect que vous lui portiez devrait s'être rapidement changée en un regard empli de mansuétude. Pour qu'il soit capable de diriger une société aussi complexe que la nôtre, il lui faudrait pouvoir rassembler le savoir réparti dans tous les individus formant société. Privé de cette omniscience divine, il n'y parviendra jamais. Enfin, nous avons constaté que les limites de l'État sont tout simplement humaines. Ainsi, laisser l'État s'occuper de nos affaires, c'est abandonner notre liberté – celle que Benjamin Constant défend.

Le temps et les réflexions que coûte l'opposition à l'État nous détournent cependant de la véritable quête libérale. Celle-ci va au-delà du rejet de l'immixtion étatique. Elle réside dans le projet de se trouver et de se gouverner soi-même. Constaté notre singularité et notre propre ignorance doit réveiller chez nous cette quête personnelle⁵. Céder à l'État le pouvoir de décider pour nous, c'est nous priver de l'introspection humaine. Puisse ma génération s'y opposer.

⁵ Thierry AIMAR, Hayek, *Du cerveau à l'économie*, Michalon éditeur, 2019, p. 106.



INSTITUT LIBÉRAL
Au service de la liberté

Impressum

Institut Libéral
Boulevard de Grancy 19
1006 Lausanne, Suisse
Tel.: +41 (0)21 510 32 00
liberal@libinst.ch

www.institutliberal.ch.

Disclaimer

L'Institut Libéral ne prend aucune position institutionnelle. Toutes les publications et communications de l'Institut contribuent à l'information et au débat. Elles reflètent les opinions de leurs auteurs et ne correspondent pas nécessairement à l'avis du Comité, du Conseil de fondation ou du Conseil académique de l'Institut.

Cette publication peut être citée avec indication de la source.
Copyright 2022, Institut Libéral.